



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 15 du 19 avril 2007

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 avril 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	185
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	185
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	185
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	185
Arrêté n° 07.BMSSE.17 du 12 avril 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine	185

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières*

Arrêté n° 07.BMSSE.17 du 12 avril 2007 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;
 Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;
 Vu le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du Ministère de l'Industrie et de la Recherche ;
 Vu le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
 Vu le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
 Vu les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 43 ;
 Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 Vu l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;
 Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.59 du 20 décembre 2004 modifié, accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement pour la Région Lorraine ;
 Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

- 1 - Développement industriel et technologique
 Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.
- 2 - Carrières, mines, sous-sol et eaux minérales
 Instruction des demandes et surveillance au titre des législations suivantes :
 2.1. Recherche et exploitation des substances minérales,
 2.2. Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
 2.3. Eaux minérales,
 2.4. Explosifs à l'exception des procédures relevant de la législation sur les installations classées.
- 3 - Canalisations
 3.1. Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
 3.2. Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.
- 4 - Equipements sous pression et instruments de mesure
 4.1. Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle ou de services inspections,
 4.2. Réception ou contrôle d'équipements neufs, réparés ou en service,
 4.3. Surveillance des organismes de contrôle ou de services inspections reconnus et des détenteurs d'équipement sous pression et du marché des équipements sous pression,
 4.4. Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,
 4.5. Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,

4.6. Surveillance des opérateurs dans le domaine de la métrologie légale, à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

5 - Véhicules

- 5.1. Agrément des contrôleurs et des centres de contrôle pour les visites techniques de véhicules poids lourds, à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale,
- 5.2. Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :
 . des véhicules de transport en commun de personnes,
 . des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
 . des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses.
- 5.3. Surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,
- 5.4. Retrait des cartes grises,
- 5.5. Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules,
- 5.6. Surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

6 - Energie

- 6.1. Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative au :
 . transport et distribution du gaz et de l'électricité,
 . à l'utilisation de l'énergie,
 . aux grands barrages.
- 6.2. Délivrance des certificats :
 . d'économie d'énergie,
 . d'obligation d'achat d'électricité.

7 - Environnement industriel

Instruction des demandes et surveillance au titre de :

- 7.1. la législation des ICPE,
- 7.2. la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- 7.3. la loi sur les déchets,
- 7.4. le règlement européen relatif aux transports transfrontaliers des déchets,
- 7.5. la déclaration de sondage dans le cadre des eaux souterraines.

Art. 2 : Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la préfecture.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme GOELLNER, les délégations de signature qui lui sont conférées sont exercées par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Jean-François LAIGRE, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Alain MARNET, secrétaire général, chef de mission.

Art. 4 : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

- a) pour les matières visées au paragraphe 1, par MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY et Philippe NICOLAS, attachés principaux d'administration centrale, Bertha BESTEIRO, Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.
- b) pour les matières visées au paragraphe 2, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur du génie rural des eaux et des forêts, Pascal PELINSKI, chef de mission, Bertrand HELBLING et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines.
- c) pour les matières visées en 3, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mathias MONDAMERT, ingénieur de l'industrie et des mines, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Pascale SAR, ingénieure.
- d) pour les matières visées en 4, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Cyril DROIT, ingénieur de l'industrie et des mines, Alfred LANDKOCZ, Olivier LESIEUR, Philippe RICHARD, techniciens supérieurs de l'industrie et des Mines, et Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- e) pour les matières visées en 5, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Serge ALDON, ingénieur de l'industrie et des mines, Pascale SAR, ingénieure, ainsi que par :
 - M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
 - M. Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
 - M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,

- M. Thierry DILLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - Mme Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
 - M. Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
 - M. François CODET, ingénieur de l'industrie et des mines,
 - M. Michel LASSERRE, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
 - M. Alain VINCENT, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
 - Mme Régine SCHEFFER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines.
- f) pour les matières visées en 6, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mathias MONDAMERT, ingénieur de l'industrie et des mines, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

g) pour les matières visées en 7, par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTÉ, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.

Art. 5 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la préfecture de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinets),

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral modifié n° 06.BMSSE.25 du 21 Août 2006 est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture, publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée au trésorier-payeur général.

Nancy, le 12 avril 2007

Le préfet,
Claude BALAND

